

Compte rendu Commission HSE

Lundi 18 Septembre 2017



Table des matières

Préambule.....	2
Précurseurs d'explosifs.....	2
Arrêté produits comburants.....	2
Guide d'informations sur les produits de traitement.....	4
Annexe 1 : Feuille de présence.....	5
Annexe 2 : Flash actu précurseurs d'explosifs (B2B+B2C)	7
Annexe 3 : Tableau comparatif / exigences sur le stockage des produits comburants.....	9

Préambule

Après un tour de table où chaque participant s'est présenté, la réunion a débuté par le premier point à l'ordre du jour : la validation du compte rendu de la dernière réunion (19-06-2017). Celui-ci a été approuvé sans commentaire particulier.

La liste de présence de la séance du jour se trouve **en annexe 1**.

Précurseurs d'explosifs

Les discussions ont par la suite porté sur l'évolution réglementaire concernant la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs, régies par le règlement européen n°98/2013 du 15 Janvier 2013.

La publication le 3 juin 2016 d'une nouvelle loi (LOI n° 2016-731) renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, avait changé la donne.

En effet, l'article 115 de cette loi oblige l'opérateur à enregistrer la transaction selon des modalités qui seront précisées par un futur décret.

Et ce futur décret vient juste d'être publié : Décret no 2017-1308 du 29 août 2017 relatif à la commercialisation et à l'utilisation de précurseurs d'explosifs.

Suite à cette publication (pas de période transitoire), les participants à cette réunion ont rédigé un flash actu, envoyé par la suite à tous les adhérents (B2B + B2C). Ce flash actu se trouve **en annexe 2** de ce présent compte rendu.

Le décret est transmis en pièce jointe du mail communiquant ce compte rendu.

Arrêté produits comburants

La commission a par la suite repris les discussions concernant le projet d'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration dans les rubriques 4440, 4441, 4442.

Lors de la dernière commission HSE, une lettre à l'attention du ministère de la transition écologique avait été élaborée car plusieurs points de ce projet d'arrêté étaient jugés assez contraignants pour le piscinier. Ce projet de règlement concerne

le piscinier à partir du moment où durant l'année, il stocke plus de 2 tonnes de produits comburants concernés (rubriques 4440 à 4442). Ce qui signifie que 80% des pisciniers sont dans ce cas globalement.

Suite à cette réunion, de nombreuses actions ont été entreprises.

En effet, la FPP a effectué durant l'été une enquête à destination de ses adhérents afin de connaître certaines pratiques concernant les quantités de stockage des produits comburants, les conditions de stockage, etc.

En parallèle, la FPP est allée défendre le dossier auprès du ministère de la transition écologique. Il en est ressorti plusieurs pistes, notamment :

- *Les magasins seraient exclus des exigences, pas les réserves de stockage (indépendantes ou dépendantes du magasin), en cours de discussion..*
- *Le seuil reste à 5 tonnes.*
- *Les détecteurs de gaz seraient abandonnés, uniquement les détecteurs d'incendie*
- *La limitation à 5 mètres (haut de la palette) de stockage concernerait uniquement les produits comburants liquides.*
- *La distance entre les îlots devrait être réduite de 10 mètres à au moins 5 mètres.*

Un tableau comparatif (**voir annexe 3**), relatif aux exigences réglementaires sur le stockage des produits comburants, a été par la suite présenté par Laurent Azam, dans le but de mettre en évidence les principales différences en fonction de la date de déclaration de la société :

- Société dont la déclaration a été effectuée avant le 1^{er} janvier 2017.
- Société dont la déclaration a été faite entre le 1^{er} janvier 2017 et avant l'entrée en vigueur du projet d'arrêté.
- Société dont la déclaration se fera après l'entrée en vigueur du projet d'arrêté et dont le stockage se situera entre 2 et 5 tonnes.
- Société dont la déclaration se fera après l'entrée en vigueur du projet d'arrêté et dont le stockage sera supérieur à 5 tonnes.

Une rapide discussion s'est tenue au sujet de la notion d'ERP : Etablissement Recevant du Public. Une définition intéressante du terme « ERP » a été trouvée sur le site officiel de l'administration française :

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F32351>

Définition d'un établissement recevant du public (ERP)

Les établissements recevant du public (ERP) sont des bâtiments dans lesquels des personnes extérieures sont admises. Peu importe que l'accès soit payant ou gratuit, libre, restreint ou sur invitation. Une entreprise non ouverte au public, mais seulement au personnel, n'est pas un ERP. Les ERP sont classés en catégories qui définissent les exigences réglementaires applicables (type d'autorisation de travaux ou règles de sécurité par exemple) en fonction des risques.

Guide d'informations sur les produits de traitement

Les débats se sont ensuite concentrés sur la poursuite des travaux de révision du guide d'informations sur les produits de traitement. La contribution de Thibault OSEPIAN a permis de reprendre la partie « stockage ».

La nouvelle version V7 de ce document est communiquée en pièce jointe du mail contenant ce présent compte rendu.

La prochaine commission HSE sera notamment l'occasion de finaliser la révision de ce guide d'informations, en effectuant une relecture finale (document très utilisé par les adhérents).

Annexe 1 : Feuille de présence



Commission HSE du Lundi 18 Septembre 2017

Nom - Prénom	Société	Signature
NAVIER DARON	SCP	
Samuel THIOUILLER	Piscines Desjoyaux	
Roland BARBIER	BAYROL	
Frédéric CAPUANO	PROCOPI	
J. More PAWIS	FLUIDRA	
SAGET Nathalie	Diflagur	
RAPHOSE Olivier	AQUALUX	
Thierry FERRAND	VALHICOP	

Nom - Prénom	Société	Signature
AZAM LAURENT	GACHES CHIMIE	
VENTAVOU Noémie	HYDRAPRO	
MASSER Arnaud	CSTIE	
OSEPIAN Thibault	OCEDIS	

Annexe 2 : Flash actu précurseurs d'explosifs (B2B+B2C)

Chers Adhérents,

Nous revenons vers vous au sujet de la commercialisation des produits de traitement de l'eau contenant des précurseurs d'explosifs (peroxyde d'hydrogène, acide sulfurique).

Nous vous rappelons vos obligations concernant la commercialisation du peroxyde d'hydrogène à plus de 12%, depuis le 31 août 2017 :

- Pour la vente aux particuliers, tenir un registre de transaction coté et paraphé* comportant différents paragraphes selon le modèle suivant :

MODELE DE REGISTRE MENTIONNE A L'ARTICLE R.2351-3 DU CODE DE LA DEFENSE

NOM, PRENOM	TYPE ET NUMERO	DESCRIPTION	UTILISATION	DATE ET LIEU	MODE	SIGNATURE
de l'acquéreur	du document	précise	prévue	de la transaction	de paiement	
Date et lieu de naissance	d'identité officielle	de la substance ou	de la substance		de la transaction	
Adresse	de l'acquéreur	du mélange ainsi que la concentration et la quantité	ou du mélange			

* Le registre papier est coté et paraphé par le commissaire de police ou le commandant de brigade de gendarmerie compétent. Il doit être rempli chronologiquement sans blanc ni altération d'aucune sorte

- Les informations de ce registre doivent être conservées pendant cinq ans.
- Obligations d'informations des personnes concernées (consommateurs, clients et employés) par affichage ou tout autre document.
- Effectuer le signalement des transactions suspectes (se réserver le droit de refuser la vente) auprès des autorités compétentes

- Signaler les disparitions et vols aux autorités compétentes

Nous vous rappelons également vos obligations concernant la commercialisation du de l'acide sulfurique, depuis le 31 aout 2017 :

- Effectuer le signalement des transactions suspectes (se réserver le droit de refuser la vente) auprès des autorités compétentes
- Signaler les disparitions et vols aux autorités compétentes

Nous vous invitons vivement à consulter :

- le décret d'application reprenant l'ensemble des exigences (décret no 2017-1308 du 29 août 2017 relatif à la commercialisation et à l'utilisation de précurseurs d'explosifs).
- le règlement européen n° 98/2013 du 15 janvier 2013, sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs.

Pour toutes questions, n'hésitez pas à vous rapprocher de votre fournisseur de produits de traitement de l'eau.

Bien cordialement,

La FPP

Annexe 3 : Tableau comparatif / exigences sur le stockage des produits comburants

exigences	société déclaré avant le 01 Janvier 2017 (arrêté du 5 décembre 2016)	société déclaré depuis le 01 Janvier 2017 et avant l'application du projet d'arrêté.	société déclaré après l'application du projet d'arrêté et stockage entre 2 et 5 t	société déclaré après l'application du projet d'arrêté et stockage supérieur à 5t
1.1 Conformité de l'installation	aucune différence			
1.2 Modifications	aucune différence			
1.3 Contenu de la déclaration	aucune différence			
1.4 Dossier installation classée	aucune différence			
1.5 Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	aucune différence			
1.6 Changement d'exploitant	aucune différence			
1.7 Cessation d'activité	aucune différence			
2.1 Règles d'implantation	non applicable	implantation à 5 mètres des limites de propriété	implantation à 10 mètres des limites de propriété NON APPLICABLE si <u>déclaration avant</u> <u>parution arrêté</u>	implantation à 20 mètres des limites de propriété NON APPLICABLE si <u>déclaration avant parution</u> <u>arrêté</u>
2.2 Intégration dans le paysage	aucune différence			
2.3 Interdiction de locaux habités par des tiers ...	non applicable	aucune différence		

2.4 Comportement au feu des locaux				
2.4.1 et 2.4.2 Réaction au feu et Comportement au feu des locaux à risque	non applicable	matériaux de construction de classe A2 S1 d0 ou si bâtiment situé à plus de 20 mètres des limites de propriété Ds2d1 structure résistante au feu R15 murs REI 120 planchers REI 120 portes et fermetures EI 120 <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>	matériaux de construction de classe A2 S1 d0 structure résistante au feu R15 murs REI 120 planchers REI 120 portes et fermetures EI 120 <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>	matériaux de construction de classe A2 S1 d0 structure résistante au feu R15 murs REI 120 planchers REI 120 portes et fermetures EI 120 <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>
2.4.3 ou 2.4.4 Toitures et couvertures de toiture	non applicable	Les toitures et couvertures de toiture des bâtiments abritant les locaux à risques tels que définis à l'article 4.3 ciaprès répondent à la classe BROOF (t3) . <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>	Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3) . <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>	Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3) . <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>
2.4.4 ou 2.4.5 Désenfumage	non applicable	2% min de la superficie de la cellule si inférieure à 1600m2 à déterminer si superficie supérieure à 1600m2 (mais min 2%) <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>	canton de maximum 1650 m2 et longueur max 60m 2% min de la superficie <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>	canton de maximum 1650 m2 et longueur max 60m 2% min de la superficie <u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u>

2.5 Accessibilité	non applicable	<p>voie engin et voie échelle sur une face si hauteur plancher niveau haut > 8m</p> <p>ouvrant sur facade pour le passage de sauveteurs équipés</p> <p><u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u></p>	<p>voie engin et voie échelle sur 2 faces si hauteur plancher niveau haut > 8m</p> <p>ouvrant sur facade pour le passage de sauveteurs équipés</p> <p><u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u></p>	<p>voie engin et voie échelle sur 2 faces si hauteur plancher niveau haut > 8m</p> <p>ouvrant sur facade pour le passage de sauveteurs équipés</p> <p><u>NON APPLICABLE si déclaration avant 01 Janvier 2017</u></p>
2.6 Ventilation	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p> <p><i>Applicable au 01/01/2020</i></p>	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p>	<p>idem + débouché de ventilation au minimum à 1 mètres au dessus du faitage et sa forme doit favoriser la dispersion (chapeau interdit)</p> <p><u>APPLICABLE date de parution arrêté + 12 mois</u></p>	<p>idem + débouché de ventilation au minimum à 1 mètres au dessus du faitage et sa forme doit favoriser la dispersion (chapeau interdit)</p> <p><u>APPLICABLE date de parution arrêté + 12 mois</u></p>
2.7 Installations électriques	Applicable au 01/01/2020	aucune différence		
2.8 Mise à la terre des équipements	Applicable au 01/01/2020	aucune différence		

2.9 ou 2.9.1 Local chaufferie	non applicable	En l'absence de local spécifique dédié, les appareils de chauffage à foyer et leurs conduits de fumée sont placés à une distance minimale de 2 mètres de tout stockage de matière combustible et de manière à prévenir tout danger d'incendie.	voir texte	voir texte
2.9.2 Local de charge de batteries	n'existe pas	n'existe pas	pas de charge des chariots dans le local de stockage des produits comburants	pas de charge des chariots dans le local de stockage des produits comburants
2.10 Rétention des aires et locaux de stockage	non applicable	aucune différence		
2.11 Cuvettes de rétention		aucune différence (rétention applicable pour les liquides)		
3 Exploitation - entretien				
3.1 Surveillance de l'exploitation	Applicable au 01/01/2018	aucune différence (personne nommément désigné)		
3.2 Contrôle de l'accès	Applicable au 01/01/2018	aucune différence (Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.)		
3.3 Connaissance des produits - Etiquetage	Applicable au 01/01/2019	aucune différence (connaissance des produits - FDS et étiquetage des produits - CLP)		
3.4 Propreté	Applicable au 01/01/2018	aucune différence (propreté des locaux)		

3.5 Etat des stocks des produits	Applicable au 01/01/2019	registre des produits et stock + plan de stockage Présence de matières dangereuses ou combustible est limitée aux nécessités de l'exploitation	registre des produits et stock + plan de stockage	registre des produits et stock + plan de stockage
3.6 Aménagement du stockage	n'existe pas	n'existe pas	Le local de stockage est séparé des zones où ont lieu des opérations de reconditionnement et de manipulation, ou plus généralement de toute ouverture d'emballage. Dans ces zones la quantité de produits comburants présente est limitée au strict nécessaire.	Le local de stockage est séparé des zones où ont lieu des opérations de reconditionnement et de manipulation, ou plus généralement de toute ouverture d'emballage. Dans ces zones la quantité de produits comburants présente est limitée au strict nécessaire.
3.6.1 Dispositions générales	n'existe pas	n'existe pas		

3.6.2 Dispositions complémentaires	n'existe pas	n'existe pas	<p>détection gaz (devrait être supprimé) Si stockage en big bag : - stockage avec produits comburants ou inertes (sera précisé) et hauteur maximale 5m - îlot de 6m2 éloigné de 5m ou mur REI 120 - extinction automatique interdite Si stockage en petit emballage max 20kg (devrait passer à 25kg) : - stockage avec produits comburants ou inertes (sera précisé) <u>NON APPLICABLE sauf détection gaz (AM+24 mois) si déclaration avant parution arrêté</u></p>	<p>détection gaz (devrait être supprimé) Si stockage en big bag : - stockage avec produits comburants ou inertes (sera précisé) et hauteur maximale 5m - îlot de 6m2 éloigné de 5m ou mur REI 120 - extinction automatique interdite Si stockage en petit emballage max 20kg (devrait passer à 25kg) : - stockage avec produits comburants ou inertes (sera précisé) - îlot de 25 m2 séparée de 10m (distance sera réduite) ou mur REI 120 - Cet alinéa n'est pas applicable si une extinction automatique adapté est existante <u>NON APPLICABLE sauf détection gaz (AM+24 mois) si déclaration avant parution arrêté</u></p>
3.7 Réserves de produits ou matières consommables	n'existe pas	n'existe pas	réserve de produit pour assurer la protection de l'environnement (absorbant, ...)	réserve de produit pour assurer la protection de l'environnement (absorbant, ...)
4 Risques				
4.1 Protection individuelle	Applicable au 01/01/2019	aucune différence (matériel de protection individuelle pour manutention et intervention)		

4.2 Moyens de lutte contre l'incendie	Applicable au 01/01/2020	Poteau incendie extincteurs moyen d'alerte plan des locaux	Poteau incendie extincteurs moyen d'alerte plan des locaux détection incendie avec transmission en tout temps de l'alarme <u>Applicable date entrée en vigueur + 24 mois si déclaration avant parution arrêté</u>	Poteau incendie extincteurs moyen d'alerte plan des locaux détection incendie avec transmission en tout temps de l'alarme <u>Applicable date entrée en vigueur + 24 mois si déclaration avant parution arrêté</u>
4.3 Localisation des risques	Applicable au 01/01/2018	aucune différence (recensement des risques dans l'installation)		
4.4 Matériels utilisables en atmosphère explosible	Applicable au 01/01/2020	aucune différence majeure		
4.5 Permis de travaux	non applicable	aucune différence (permis de travaux)		
4.6 Consignes de sécurité	Applicable au 01/01/2020	aucune différence (consigne de sécurité)		
4.7 Consignes d'exploitation	n'existe pas	n'existe pas	rédaction de consignes d'exploitation	rédaction de consignes d'exploitation
4.8 Formation du personnel	n'existe pas	n'existe pas	formation spécifique sur les produits comburants <u>APPLICABLE date de parution arrêté + 12 mois</u>	formation spécifique sur les produits comburants <u>APPLICABLE date de parution arrêté + 12 mois</u>
5 Eau (non détaillé car peu concerné)				
6 Airs- Odeurs (non détaillé car peu concerné)				
7 Déchets (non détaillé car pas de spécificités)				
8 Bruit et vibrations (non détaillé car non concerné)				